



L'assassinat d'Andreu Nin

Il faudrait rendre publiques les archives secrètes de la G.P.U. (le socialisme n'a pas peur de la vérité), pour savoir exactement avec tous les détails quelle a été la fin d'Andreu Nin. Mais en attendant ce moment que tous les révolutionnaires désirent, nous croyons que ceux qui ont été les amis d'Andreu Nin ont le devoir d'expliquer *pourquoi* il fut assassiné, *par qui* il l'a été — les auteurs matériels du crime importent peu, mais il faut faire connaître ses auteurs intellectuels — et comment l'assassinat s'est produit. dit.

Il n'entre pas dans le cadre réduit d'un article de situer le lecteur dans l'ambiance chargée de passions, qui rendit possible, à la suite d'une provocation, le sursaut révolutionnaire des Journées de mai 1937 à Barcelone. C'est après ces tragiques événements que les autorités, manœuvrées par les staliniens, ne respectant pas les engagements pris (1) déchaînèrent la répression contre le P.O.U.M. et également contre une fraction de la C.N.T. - F.A.I.

La campagne de calomnies contre Andreu Nin avait commencé bien avant les Journées de mai. La future victime était désignée constamment par la presse stalinienne du monde entier, orchestrée par les dirigeants de l'U.R.S.S. En Espagne et en Catalogne, cette campagne de diffamation a précédé les faits de mai.

Andreu Nin étant encore ministre à la Justice du gouvernement de Catalogne, un journal édité au front d'Aragon par la division Karl-Marx (stalinienne) publia un dessin figurant une croix gammée, avec aux quatre extrémités, des personnages politiques : Hitler, Mussolini, l'empereur du Japon et Trotsky ou Andreu Nin... Les Journées de mai ne furent donc que le prétexte cherché pour entreprendre une action contre les dirigeants du P.O.U.M. et en premier lieu contre Andreu Nin. Si ce prétexte avait manqué, ils en auraient machiné un autre. Nin et le P.O.U.M. étaient accusés par les staliniens d'être « trotskystes » — c'est-à-dire fascistes pour les valets du Kremlin — On comprendra parfaitement les intentions criminelles des staliniens. Dans le feu de la guerre civile, c'était un devoir d'abattre les fascistes ; accuser de fascisme les soi-disant trotskystes, c'était inciter à l'assassinat contre eux.

En fait, le P.O.U.M. n'a jamais été trotskyste. Nin s'était séparé de Trotsky et des trotskystes depuis longtemps. Trotsky était un adversaire acharné du P.O.U.M., qu'il accusait d'« opportunisme petit-bourgeois », de mener une politique « objectivement contre-révolutionnaire », etc. Et Trotsky attaqua personnellement Nin, son ancien partisan, à qui il ne pardonnait pas de l'avoir quitté. Aujourd'hui que Trotsky a été assassiné à son tour, par l'organisation qui fit disparaître Andreu Nin, il me plaît de rappeler que le P.O.U.M., bien que n'étant pas trotskyste, n'avait jamais considéré le trotskysme comme une organisation contre-révolutionnaire, mais comme une branche du mouvement ouvrier. Et personnellement, je salue dans la personne de Trotsky, en négligeant tout différend politique, un des révolutionnaires les plus intègres et les plus intrépides de notre temps.

Les Journées de mai furent le prétexte pour les staliniens de demander la dissolution du P.O.U.M. et la prison

(1) Un compromis était intervenu entre le Gouvernement de la Généralité de Catalogne et les représentants des organisations de militants qui se battaient dans la rue : on s'engageait de part et d'autre à cesser la lutte ; aucune répression ne suivait la cessation des hostilités ; les ouvriers garderaient leurs armes ; on rendrait de part et d'autre les prisonniers. Les staliniens ne tinrent pas ces promesses et, par l'intermédiaire de la police, entreprirent une répression féroce, surtout contre le P.O.U.M.

pour ses dirigeants (2). La presse stalinienne, dirigée par des instructeurs politiques envoyés du Kremlin (3), répandait toutes sortes de calomnies, mais sans présenter aucune preuve de ses accusations, et sans porter non plus l'affaire devant les tribunaux. Les ministres staliniens espagnols, Jesus Hernandez et Vicente Uribe, posent la question quelques semaines plus tard au sein du gouvernement, en demandant tout simplement la suppression du P.O.U.M. et l'internement de ses dirigeants. Largo Caballero, chef du Cabinet et ministre de la Guerre, répondit qu'il était un honnête homme — il répéta trois fois le mot « honnête » — et qu'il avait lutté toute sa vie pour empêcher que les gouvernements puissent dissoudre un parti par décret et mettre en prison les ouvriers par ordre gouvernemental et que si quelqu'un avait des accusations à formuler il devait le faire avec des preuves devant les tribunaux. Les ministres staliniens sans répondre se levèrent et abandonnèrent le conseil. La crise était ouverte.

Le parti socialiste que les staliniens avaient réussi à dissocier ne soutint pas Caballero. Un cabinet Negrin surgit. L'ordre public de Catalogne avait été pris en main par le gouvernement central espagnol. Des policiers espagnols arrivèrent de Madrid à Barcelone pour procéder aux détentions ; ils appartenaient tous au parti communiste. Un stalinien — Burillo — fut nommé chef de l'ordre public en Catalogne. Un autre stalinien — Ortega — était devenu le chef de l'ordre public de l'Espagne. Autorités policières et simples agents étaient dirigés par des membres étrangers de la G.P.U.

Le 16 juin, quand la police se présenta aux locaux du Comité exécutif du P.O.U.M. pour perpétrer les arrestations, il était près de midi, et ils trouvèrent seulement Andreu Nin. Ils n'attendaient pas l'arrestation des autres membres de l'organisation, qui se fit plus tard. Nin fut dirigé tout de suite à Valence. Il était accompagné de deux voitures. Dans celle où voyageait Andreu Nin, les menottes aux mains, comme un criminel, il y avait des agents de la police espagnole en uniforme et en civil. Nin ne passa certainement pas plus d'une nuit à Valence. Il fut transféré à Madrid immédiatement et, selon mes informations, il fut enfermé successivement dans diverses prisons improvisées — Tcheka d'Atocha, San-Anton, etc. — et finalement dans un hôtel particulier de Alcala de Henares, converti en prison et contrôlé par le parti communiste.

L'émotion que suscita cette détention et celle des autres membres du Comité exécutif du P.O.U.M. et l'absurdité des accusations dont nous étions victimes, déchaînèrent de grandes protestations. La C.N.T. fut une des premières

(2) Bien avant les Journées de mai, la presse stalinienne demandait déjà la mise hors la loi du P.O.U.M. ; la presse soviétique annonçait la répression ; « l'Humanité » également. Les Journées de mai, voulues par les staliniens, furent choisies pour redoubler cette campagne. Et comme le gouvernement Caballero se refusait à mener cette répression, ils le renversèrent et mirent au pouvoir un homme à eux : le Dr Negrin. Puis on inventa des faux pour tâcher de démontrer que la lutte de Barcelone était en rapport avec les ordres que les dirigeants du P.O.U.M. et Nin particulièrement avaient reçu de Franco.

(3) Outre les interventions bruyantes des représentants soviétiques dans la politique intérieure catalane et espagnole, dénoncées par Largo Caballero, Araquistain, Prieto, etc., il y avait des agents du Comintern, avec des pouvoirs bien supérieurs, même à ceux des diplomates. A Barcelone, il y avait le nommé « Pedro » qui, selon nos sources d'information, est maintenant sous le nom de « Brno », ministre des Communications de Hongrie. A Valence, l'italien Ercoff (Palmiro Togliatti), actuellement ministre d'Italie.

organisations à élever la voix contre ces arrestations arbitraires. L'ex-ministre cénétiste Juan Lopez publia dans *Fragua Social* de Valence un brillant plaidoyer en faveur de Nin et des autres victimes du P.O.U.M. ; il affirma que les accusations du P. C. étaient pure calomnie. Luis Companys, président de la Catalogne, envoya un délégué personnel à Valence où siégeait le gouvernement de la République pour tenter de retrouver Nin et pour protester contre son arrestation.

Le gouvernement de Valence affirma immédiatement qu'il ne savait rien de ces arrestations et qu'il ne les avait pas ordonnées. Jamais aucun de ces membres n'a voulu accepter la responsabilité de cette détention. Les ministres de la Justice et de l'Intérieur protestèrent et firent rechercher Nin, en se compromettant ouvertement.

Dans la crainte que Nin ne fût remis aux autorités légales, puisque celles-ci étaient au courant de son enlèvement et de sa séquestration dans une « prison particulière » du parti communiste, des étrangers habillés avec des uniformes de l'armée espagnole entreprirent un nouvel enlèvement. Et les staliniens tentèrent de donner le change en affirmant que c'était des agents de la Gestapo qui l'avaient enlevé !... pour soustraire un de leurs agents principaux à la Justice du gouvernement républicain. L'affirmation était si absurde que les staliniens furent littéralement plongés dans le ridicule et le mépris de tout le monde.

Andreu Nin fut emmené au Pardo, caserne générale des forces staliniennes militaires, sous le commandement du général russe Orloff. Le gouvernement l'apprit et ordonna au général Miaja qui, au fond, était un pauvre homme, et en plus à ce moment une marionnette entre les mains des staliniens de récupérer Nin et de la conduire à Valence. Le général Miaja ne comprend rien à toute l'affaire ; ni sa signification politique, ni ses répercussions internationales. Il commit l'ingénuité d'appeler Orloff à son bureau et lui dit qu'il avait appris que Nin était son prisonnier, que le gouvernement veut avoir celui-ci sous son contrôle et qu'il allait l'envoyer chercher immédiatement. Orloff répond qu'il n'en sait rien, qu'en tout cas Nin a été emmené au Prado sans qu'il en soit averti... et il lui demande la permission de téléphoner à son propre bureau pour savoir si Nin était vraiment enfermé au Prado. Miaja accepte et Orloff se met en rapport avec ses complices. Ils causent en russe. Miaja ne peut rien comprendre de la conversation. Orloff donne l'ordre de cacher Nin, en prévision d'une perquisition des forces du gouvernement. Le sourire aux lèvres, Orloff répond à Miaja que du Prado on lui a communiqué qu'on ne savait rien de Nin et qu'il n'y avait jamais été. La police fait une visite au Prado, bien entendu sans résultat.

La nouvelle du rapt et de la disparition définitive de Nin provoqua dans tout le pays — malgré la censure de la presse, entre les mains des staliniens — et à l'étranger un grand retentissement et une pluie de protestations. Des commissions socialistes arrivèrent de l'étranger pour savoir ce qui s'était passé et pour protester contre ce procédé fasciste. Les ministres s'excusent, mais ils ne peuvent empêcher que les délégations quittent l'Espagne avec la conviction que la République est en fait dominée par les partisans de l'U.R.S.S., qui utilisent la terreur dans les postes mêmes de l'Etat : les ressorts du pouvoir échappent souvent aux ministres. Et lorsque de tels faits se produisent, les ministres disent comme argument et suprême excuse : « Les Russes nous vendent des armes. » Malgré la destitution du colonel Ortega, chef communiste de la Sécurité nationale, la presse stalinienne catalane et espagnole continua d'accuser et de faire emprisonner les militants du P.O.U.M. par un gouvernement et une police aux ordres. Les locaux du parti furent fermés et le parti lui-même suspendu, sur l'ordre gouvernemental. On affirme avoir découvert que les dirigeants du P.O.U.M. étaient en rapport avec Franco, sans apporter aucune preuve. A quoi bon prouver, quand personne ne peut répondre publiquement : les staliniens ont le contrôle de la police, de l'armée, de la censure, des tribunaux, et soumettent le pays à la terreur !

Nin a définitivement disparu. Le gouvernement, pour démontrer qu'il est libre et que le parti communiste n'est

qu'un parti entre les autres partis antifascistes, nommé un juge considéré et intègre pour enquêter et exiger la poursuite des responsables de la disparition de Nin. Ce magistrat — Moreno Leguia — travaille bien, mais tout à coup il donne sa démission irrévocable : menacé de mort, lui, sa femme et sa fille par les communistes, sans avoir de garanties de la part du gouvernement, il a peur. Aucun autre juge ne veut se charger de l'instruction.

Les prisonniers du P.O.U.M. — son Comité exécutif — ne trouvent pas d'avocat pour les défendre, chose inouïe en Espagne où la dignité de la toge n'a jamais permis, même aux époques de plus grande réaction, de laisser sans défense des accusés. Les staliniens ont terrorisé les avocats en accusant ceux qui voulaient assumer la défense du P.O.U.M. d'être des complices de Franco (4). Pourtant, on trouve un avocat qui veut bien s'en charger ; c'est Benito Pavon, député appuyé par les syndicalistes et qui occupait un haut poste au ministère de la Justice, mais devant les menaces des staliniens, il demanda au Comité exécutif du P.O.U.M. de faire au nom de sa femme un dépôt d'argent à l'étranger pour que sa femme et sa fille ne se trouvent pas dans la misère s'il était assassiné. Les accusés lui répondirent qu'ils étaient tous des ouvriers sans argent. A quelque temps de là, Benito Pavon s'enfuit en France et dans une lettre retentissante (interdite par la censure, mais qui circula clandestinement) déclare qu'il s'était expatrié pour éviter d'être assassiné par les staliniens. Cette lettre est un véritable acte d'accusation contre les assassins d'Andreu Nin.

De Nin, aucune trace. Les staliniens, qui se sentent accusés par l'opinion publique — les membres du P.O.U.M. ont rempli les murs de toute la Catalogne d'affiches clandestines demandant au gouvernement ce que Nin est devenu — mettent en circulation dans leurs journaux (les seuls autorisés par la censure à écrire sur cette question) cette ignominie : « Où est Nin ? A Salamanque ou à Berlin ! »

Plus tard, trois versions circulèrent sur la mort de Nin. Selon l'une, il fut assassiné dans le même Pardo et son corps brûlé. Selon une seconde version, il fut assassiné à coups de pistolet, sur la route de Carthagène.

Ces deux premières versions sont d'inspiration stalinienne et expliquaient l'exécution de Nin comme celle d'un fasciste (elles montrent bien ce que sont les méthodes staliniennes, car même un fasciste détenu doit être jugé publiquement et avec des garanties ; et ces assassinats clandestins dont furent victimes plus l'un oppositionnel antifasciste jugent bien les staliniens). Nous nous refusons à accepter ces deux versions, qui ne visaient qu'à engager l'opinion publique sur une fausse piste.

Ces deux versions montrent au moins deux choses :

1. Que Nin était innocent des accusations calomnieuses et que les staliniens l'ont assassiné pour des motifs politiques (s'ils avaient eu la preuve de la trahison de Nin, ils l'auraient apportée devant les tribunaux) ;

2. Que si les staliniens avaient une telle préoccupation d'expliquer la disparition de Nin, c'est bien là la preuve de leur responsabilité dans cet assassinat.

Il y a donc une troisième hypothèse que ceux qui connaissent bien les méthodes de la G.P.U. croient plus probable : lors de la disparition de Nin, un bateau soviétique était ancré dans le port de Valence. L'ambassade et les consulats soviétiques en Espagne étaient inviolables. Une police particulière russe surveillait ces jours-là l'hôtel où était installé, à Valence, l'ambassade de l'U.R.S.S. Moi-même, lorsque je tentai de suggérer à Zugazagoitia (alors ministre de l'Intérieur) que peut-être Nin se trouvait enfermé à l'ambassade soviétique, il ne protesta pas et

(4) Celui qui prit enfin la défense des accusés du C. E. du P.O.U.M. — Vicente R. Revilla — une fois fini le procès fut emprisonné et sauva de justesse sa vie en s'échappant. Il dut aller se cacher dans une Division anarchiste. De même, la presse stalinienne accusait d'être fascistes les Commissions de personnalités socialistes étrangères qui vinrent en Espagne pour enquêter sur les accusations contre le P.O.U.M., et sa haine partisane alla jusqu'à faire refuser le visa à l'avocat français M. Henri Torrès, qui voulait venir plaider cette cause. (Et Noguères, président français actuel de la Haute Cour de Justice, n'obtint pas non plus de visa.)

se contenta de me répondre découragé : « Il est tout à fait impossible d'y pénétrer : elle est gardée par sept murailles de Chine ! » (5).

Andreu Nin fut sans doute embarqué sur un bateau soviétique (6) à destination de l'U.R.S.S., pour y mourir lentement dans quelque isolateur sibérien et disparaître sans aucune trace !

Quelqu'un, dont je ne puis révéler encore le nom, qui a habité longtemps l'U.R.S.S. (il est apparenté à des Russes qui ont été un temps attachés à la direction de l'Internationale communiste, il connaît donc bien les méthodes de la G.P.U.), m'a affirmé qu'Andreu Nin fut — de même que le fils d'Abramovitch, Marc Rein, et d'autres oppositionnels disparus d'Espagne — chloroformé, roulé dans un tapis et ainsi embarqué vers l'U.R.S.S., sur un bateau soviétique.

En conclusion, qu'on ne croie pas que le procès de l'enlèvement et de l'assassinat de Nin soit clos. Nous sommes des milliers de militants catalans prêts à tenter de faire la lumière sur cette affaire trouble. Et nous comptons abstraction faite des divergences idéologiques, sur tous les militants ouvriers, sur tous les Catalans dignes de ce nom et qui ne peuvent accepter sans révolte qu'un ministre de Catalogne puisse être enlevé avec impunité de son propre pays, conduit pour être jugé à Madrid, et disparaître de Madrid sans laisser de trace. Il est inadmissible que, pour toute épitaphe d'une vie exemplaire, la mémoire d'Andreu Nin, militant révolutionnaire honnête, soit couverte de fange par les responsables intellectuels de son assassinat.

JORDI ARQUER.

(5) Zugazagoitia dit clairement dans son livre que Nin a été assassiné par les staliniens. Il explique beaucoup de détails de cette affaire. Et nous sommes en droit d'affirmer — c'est Indalecio Prieto qui nous l'a raconté, en nous autorisant à le dire par écrit — que Zugazagoitia avait dit à Prieto, en 1939 à Paris, après la chute de la République, qu'il avait recueilli assez d'indices sur les auteurs de l'enlèvement et de l'assassinat de Nin pour pouvoir communiquer ses résultats au président du Conseil, le Dr Negrin. Ceul-ci lui aurait dit alors de ne pas poursuivre ses investigations, car cela pouvait nuire aux hauts intérêts de la République et à la poursuite de la guerre !...

(6) L'ex-agent de la Guépéou, Jan Valtin, dans son livre : « La noche quedo atras », explique la technique des rapt d'ennemis du régime et l'expédition des victimes vers l'U.R.S.S., sur des bateaux soviétiques.



La politique de Bevin à l'égard de l'U. R. S. S. est la seule possible.

C'est ce qu'a déclaré le leader des rebelles travaillistes. Richard Crossman, dont nous reproduisons ici, d'après l'Espoir du 26-6-47, les récentes déclarations :

Dans son discours, comme dans une interview accordée au correspondant de l'Agence Reuter, M. Crossman a précisé qu'il n'avait jamais entendu critiquer les buts de M. Bevin, mais seulement ses méthodes. M. Crossman et ses amis étaient anticommunistes, mais espéraient qu'il était possible de pratiquer une politique à mi-chemin entre l'alliance anglo-américaine et l'alliance anglo-russe.

« Mais aujourd'hui, estime M. Crossman, l'espoir d'obtenir des Russes qu'ils fassent confiance au socialisme britannique s'est évanoui, « dissipé » par l'attitude de mépris impitoyable que les Russes ont opposée à toutes les offres d'amitié britannique ».

M. Crossman ajoute : « Je suis toujours persuadé que notre refus de participer à la croisade anticommuniste est la seule politique rationnelle pour l'Europe, mais nous commençons à sentir que les événements vont nous empêcher de l'appliquer », et encore : « Je crois que la division de l'Europe serait un désastre. Mais il se peut que nous nous trouvions devant ce désastre dans quelques semaines. Et dans ce cas, il faudra que nous nous en tirions de notre mieux ».

PARMI NOS LETTRES

Nouvelles du Maroc

Une très intéressante lettre d'un ami qui connaît bien les questions coloniales. On y verra, entre autres, qu'abondance et bien-être ne sont pas synonymes dans nos pays de protectorat, quel que soit le proconsul qui gouverne.

Dans l'ensemble situation alimentaire, et donc sanitaire, bonne. Il a plu, il y a du blé. Pas de famine, pas de typhus. Hamdouliah !

Cependant, si l'on mange bien à la campagne, dans les villes la gêne est grande. Les prix sont aussi élevés qu'en France, mais les salaires y sont de moins de quinze francs de l'heure !

Le salaires ne sont plus fixés par convention entre employeur et employés, c'est-à-dire d'après le rapport des forces. Ils sont maintenant administrativement déterminés pour tout le Maroc. Les salaires n'ont donc pas bougé depuis août 1946, bien que la conjoncture soit splendide. Depuis six mois, il y a des chantiers de bâtiment partout. Ce n'est pas la grande reprise de la construction, puisque l'« immeuble de rapport » est mort (sans avoir été remplacé), mais enfin, dans les quartiers de la ville, des gens planquent leur argent dans la pierre. Gros emploi de main-d'œuvre, sans qu'il y ait (à cause de la bonne récolte) appel de la campagne dans la ville. Il n'y a cependant pas eu d'action ouvrière proprement dite pour venir à bout des salaires ridicules.

Pour des raisons obscures de haute politique la direction communiste n'a pas étendu au Maroc l'autorisation de grève qu'elle a accordée pour la France et, un peu, pour l'Algérie.

*

Pas d'action ouvrière directe, mais la commission des salaires se réunit à Rabat pour donner des suggestions sur la modification du taux d'août 1946. Les commissaires sont de hauts fonctionnaires de l'administration et des fonctionnaires syndicaux.

L'on assiste, ainsi, à ce paradoxe d'un contact (on pourrait presque dire d'une collaboration) de l'autorité avec le syndicalisme dont elle ne reconnaît pas le droit à l'existence.

Car le dahir, tant demandé, accordant le droit syndical aux Marocains n'est toujours pas paru !

...On peut se demander pourquoi. Comment se fait-il que, très bienveillant pour le syndicalisme de fait, un Erick Labonne ait reculé devant le syndicat de droit ? C'est la Tunisie qui nous suggère la clef de l'énigme : le gros des syndicaux y est organisé en dehors de toute influence européenne, sous l'égide du néo-destour. Labonne a craint l'équivalent au Maroc. En l'état de la politique, c'est-à-dire avant d'avoir le sultan bien à lui, il a craint un mouvement syndical marocain. Au marocanisme (ou plutôt à l'arabisme) il préférerait le « communisme ». Je ne pense pas que ce soit à cause de son ancienne ambassade à Moscou. C'est parce qu'il croit que le parti communiste est ce qu'il dit être : un parti ne se distinguant des autres partis français que par un grand souci du bien-être ouvrier.

**

Et puis, maintenant, on a le général Juin.

Des gaullistes, révoltés de ne pas avoir toutes les places Pont, autrefois, appelé « Juin 1940 ». Il ne risque pas d'être dit « Juin 1936 ! »

Depuis qu'il est là se manifeste une persécution, timide mais nette, contre le syndicalisme. Pas à Rabat ni à Casa, mais dans les campagnes et les petits centres des syndiqués indigènes sont arrêtés et condamnés (par les tribunaux indigènes) à de courtes peines de prison. Il y en a plusieurs dizaines depuis un mois. La réaction de l'Union des Syndicats a consisté en des télégrammes d'elle-même et du P.C. à Bidault, etc. La Résidence a alors fait déclarer par la presse qu'il s'agissait de « délits de droit commun » et, assez sottement, en a donné le détail : duquel il résulte qu'il s'agit de « motifs » (menaces, disputes...) comme on en aura tant qu'on voudra, chaque fois que le mouvement syndical se heurtera à la provocation.